Malaise social sur fond de crise économique en Polynésie

25/04/2010 à 10h00

La Polynésie française (quelque 250.000 habitants répartis sur 5 archipels), s'enfonce dans une grave crise économique. Le président Gaston Tong Sang craint un déficit alourdi pour cette collectivité d'outre-mer, où le chômage croît de manière inquiétante.



Ce vaste territoire de l'Outre-mer français pourrait connaître un déficit de deux milliards de francs Pacifiques (16,7millions d'euros) à la fin de l'année, selon son président Gaston Tong Sang. «*Si les recettes continuent à baisser, il faut s'attendre à une baisse totale, en fin d'année, de deux milliards,*» a-t-il souligné. «*Je vous assure que les salaires des fonctionnaires seront assurés ce mois-ci et les mois prochains,*» a-t-il cependant ajouté. Le président compte réduire le déficit en baissant les dépenses publiques. Un effort avait déjà été demandé aux services administratifs de la Polynésie en 2009.

Pas de caisse de chômage

Tous les pans de l'économie sont frappés par la crise, en particulier le bâtiment et l'hôtellerie-restauration, deux des principaux secteurs pourvoyeurs d'emplois. La Polynésie compte 9.255 demandeurs d'emploi, selon le ministère du Travail.

Mais cette collectivité ne dispose pas de caisse de chômage,

> ***et ce chiffre serait bien plus élevé, car beaucoup ne se déclarent pas. Et depuis deux ans, les emplois détruits sont plus nombreux que les emplois créés, alors que 3.000 jeunes arrivent sur le marché du travail, chaque année.***

Instabilité politique

Des inspecteurs généraux devaient arriver ce week-end de métropole pour analyser les comptes de cette collectivité d'outre-mer et de ses satellites. L'un des principaux syndicats a, d'ores et déjà, annoncé une manifestation le 1er mai, et demande la démission de toute la classe politique. «*On leur donne un mois,*» a ainsi averti Jean-Marie Yan Tu, secrétaire général d'A Tia I Mua, deuxième syndicat représentatif en Polynésie. Les patrons aussi attribuent la responsabilité de la crise économique locale à l'instabilité politique. Douze gouvernements se sont succédé depuis 2004, et l'actuel président ne dispose pas de majorité à l'Assemblée. «*Les acteurs économiques changent d'interlocuteurs sans arrêt,*» a relevé Christophe Plée, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises.

"*Standard & Poors*"

L'agence de notation financière américaine "*Standard & Poors*" dont l'influence détermine les taux d'intérêts d'emprunt des pays concernés, abaisse de BBB+ à BBB- la note à long terme de la Polynésie Française. Cette décision est motivée par la dégradation des comptes publics de la Polynésie et la détérioration de sa situation de trésorerie dans un contexte de récession économique et d'impasse institutionnelle. L'agence tire un rapport éloquent de la situation.

Perspective

La perspective négative reflète l'inquiétude de l'agence quant aux perturbations qu'un nouveau changement de gouvernement

probable dans les prochains mois, pourrait induire sur la trésorerie du Pays. Le 12 avril dernier, l'assemblée de Polynésie française à élu à sa tête le leader de l'opposition Oscar Temaru, mettant de facto en minorité la coalition soutenant Gaston Tong Sang, Président de la Polynésie depuis novembre2009.

Dans la situation actuelle de trésorerie, un nouveau changement d'exécutif pourrait mettre la note sous pression.

Si le Pays parvient à sécuriser de nouvelles sources de liquidité susceptibles de prévenir tout interruption du service des engagements financiers, la perspective pourrait être revue à stable. La contractualisation de lignes de trésorerie confirmée, d'emprunts moyen-long-terme –selon les éventuels clauses de sauvegarde-,ou d'autres sources de financement externe pourrait constituer un matelas supplémentaire.

Le Temps & Tahiti Infos
(Merci à Léonidas)